

« Nous accueillons ceux qui fuient la mort et l'enfer »

► Beaucoup l'attendaient : dimanche face au MR, le Premier ministre a eu des propos forts sur l'asile et défini « un cap ».

► Réaffirmant des valeurs « intangibles ». Et les droits, mais aussi les devoirs des réfugiés.

ANALYSE

Plus d'un observateur, dans le monde politique et en dehors, l'attendaient. La conférence de presse du gouvernement, vendredi, avait été l'occasion d'afficher une détermination certaine, mais pas encore de produire le discours fort et les lignes claires que d'aucuns espéraient de la part d'un Premier ministre – comme l'avait fait Angela Merkel en Allemagne. Mais dimanche, devant les milliers de membres du MR invités à Pairi Daiza pour les « Estivales » du parti (lire page 5), Charles Michel a prononcé ces mots forts et tracé ces lignes (parfois rouges) dans « le » dossier de l'heure : celui des milliers de réfugiés affluant vers l'Europe, et désormais aussi vers notre pays. Des mots fermes et des lignes claires à plusieurs égards.

D'abord sur les valeurs. « Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont aux frontières de l'Europe pour fuir la guerre et la barbarie, les bombes et les décapitations, a contextualisé le Premier ministre. Jamais l'Europe n'a été confrontée, depuis sa naissance, à un tel exode. Pour nous, le projet européen a une âme. Il est fondé sur des valeurs intangibles : la liberté, la paix, le respect et la tolérance. » Que ce soit bien clair – regard tourné vers les Viktor Orban et autres populistes ou xénophobes chez nous : « Certains voudraient reconstruire des murs et miser sur le repli sur soi ou sur la peur de l'autre. Certains

vont agiter le poison du racisme et de la xénophobie. Mais ce ne sera jamais notre choix. Nous décidons, nous, d'accueillir ceux qui fuient la mort et l'enfer. C'est une question d'humanité, de dignité. »

Ensuite sur la politique gouvernementale. Après avoir cité les mesures prises par son équipe, Charles Michel précise son « cap », fidèle à la conception libérale des droits et devoirs : « Ceux qui sont dans les conditions du droit d'asile doivent être accueillis convenablement. Et ils doivent partager nos valeurs de liberté et de démocratie. Ils doivent être encouragés à travailler. Et apprendre une de nos langues nationales. » Pour cela, « le parcours d'intégration doit être obligatoire » (lire par ailleurs). Pas question, par contre, d'un statut spécial pour les réfugiés chers à Bart De Wever : Michel l'a assuré à Sudpresse samedi.

Le leitmotiv est donc : humanité et fermeté, la marque que la suédoise dit vouloir imprimer à sa politique d'asile. Preuve : « Ceux qui ne sont pas dans les conditions ou qui ne respectent pas nos valeurs fondamentales et de liberté, doivent quitter le territoire. Humanité, générosité et fermeté. » Et Michel met encore en garde contre « la tentation du simplisme ou du populisme. Pour ne pas, par exemple, opposer les pauvres en Belgique ou les demandeurs d'asile. Il ne s'agit pas de soutenir les uns au détriment des autres. Il s'agit d'assumer pleinement notre solidarité pour tout le monde. » La N-VA se sentira-t-elle visée ?

Puis sur la responsabilité européenne. L'eurodéputé Gérard Deprez évoquait ici samedi

« la faillite » de l'Union européenne en matière d'asile. Le Premier ministre embraie et « lance un appel à plus de solidarité sur le plan européen. Certains gouvernements choisissent l'égoïsme et refusent de fournir leur part d'efforts de solidarité nécessaire. Je veux leur dire : « Nous sommes pleinement à vos côtés pour soutenir votre développement économique et social. Mais soyez à nos côtés pour

faire face au défi difficile de l'asile. La solidarité européenne n'est pas à sens unique et à géométrie variable. C'est dans l'unité que nous réussirons. » Un propos qui fait écho à celui d'Angela Merkel.

Enfin sur les aspects militaires.

Le président du CD&V, Wouter Beke, prône une intervention militaire en Syrie. Charles Michel pèse davantage ses mots mais rejoint l'idée, lorsqu'évoquant les efforts internationaux à déployer pour « la paix, la sécurité et le développement », il lance : « Nous savons que des efforts militaires dans le cadre des Nations Unies seront nécessaires. »

Sa volonté de « solidarité » envers tous les migrants fuyant la guerre et la barbarie a été applaudie par les libéraux à Pairi Daiza. Mais des militants le reconnaissent : cette position n'est pas évidente pour tous ; « Le débat vit dans

les sections et il est parfois difficile ». Mais c'est désormais la ligne officielle du MR. Comme le confie un responsable de section : « Cela fait partie de ces débats où il faut parfois prendre des décisions courageuses et les assumer... » ■

MARTINE DUBUISSON

« Certains voudraient des murs, miser sur le repli, la peur. Ce n'est pas notre choix »

WALLONIE ET BRUXELLES

Parcours d'intégration : le débat est relancé

Olivier Chastel et Charles Michel compris, les ténors du MR sont unanimes : plus que jamais, un parcours d'intégration obligatoire doit être imposé aux primo-arrivants. L'accueil des personnes d'origine étrangère est de compétence régionale. La Flandre a son « inburgering », Bruxelles et la Wallonie ont opté pour des parcours « light » et peu contraignants. Dans l'opposition, les libéraux s'appuient sur la crise actuelle des réfugiés pour relancer le débat.

A Bruxelles, Vincent De Wolf met

la pression sur le gouvernement Vervoort. En Wallonie, Pierre-Yves Jeholet compte réactiver la proposition de décret déposée en début d'année. Le texte adopté en 2014 par l'ancienne majorité PS-CDH-Ecolo rend obligatoire la seule phase d'accueil. Le programme de l'équipe PS-CDH s'engage à y adjoindre les cours de français, sans plus. Aller plus loin ? Cela risque de coûter cher. « Faire de la politique, c'est faire des choix, explique Vincent De Wolf. Face à l'urgence, il faut savoir changer ses priorités budgétaires. »

E.D.

vols Des non-migrants venus piller les stocks

La pratique est vile : des non migrants n'ont pas hésité pas à s'introduire dans le camp et à se mêler aux réfugiés pour piller les stocks. C'est ce que nous ont assuré dimanche plusieurs bénévoles qui, avec l'aide de la police, ont été contraints de les refouler. « Une femme est venue ce week-end. Elle a entassé des vêtements dans des sacs et les a chargés dans le coffre de sa voiture. Nous sommes parvenus à la stopper à temps et à lui faire rendre les sacs, explique Lætitia, catastrophée. Mais d'autres sont parvenus à emporter des vêtements et du matériel. Ils ont été vus de l'autre côté de la gare du Nord, occupés à revendre ce qu'ils avaient pris ici ».

Sous la tente « école » où, dès ce lundi seront dispensés des cours de français, des enfants se pressent autour de cartons remplis de jouets et de matériel scolaire. Entendant certains gamins s'exprimer en français, Sylvia, l'une des enseignantes bénévoles qui participent au projet de création de cette classe de réfugiés, tente de les questionner. « Mais d'où venez-vous ? ». Silence des bambins...

Élodie Francart, porte-parole de la plate-forme citoyenne qui gère l'organisation du camp, admet que des intrusions ont eu lieu mais parle d'« in-

cidents isolés ». « Si ce type de situation se représente, nous interviendrons à nouveau. Mais il ne faut surtout pas qu'un cas isolé coupe l'élan de générosité ». La porte-parole confirmait dimanche, au terme d'une AG qui a rassemblé 1.500 personnes, que des SDF et des Roms étaient venus demander un peu de nourriture. « Le problème, ce n'est pas qu'ils soient migrants ou non. Le problème : c'est la précarité. Si on a trop de nourriture, pourquoi la leur refuser ? Et si des enfants non-migrants veulent se mêler aux autres et fréquenter notre école, et bien tant mieux ! ». ■

LUDIVINE PONCIAU

500 places dès ce lundi

Le bâtiment WTC III, imposant building situé en face du camp, doit ouvrir ses portes à 500 migrants ce lundi. Mais l'accueil n'est valable que pour la nuit. « Ce n'est qu'un petit pansement », réagit Élodie Francart, qui dénonce l'« inertie des autorités politiques ». « Les gens commencent à se demander à quoi servent les pouvoirs publics puisque c'est le citoyen qui gère seul le problème des migrants ».